

Lara Lalman¹

Crise de la sécurité des femmes

Les études le démontrent depuis longtemps : les femmes risquent davantage de subir des violences chez elles que dans la rue.

Au début du confinement, la ligne d'écoute Violences conjugales 0800 30 030 lançait le message : « Il est conseillé de ne pas sortir, mais il n'est pas interdit de fuir ». L'aide virtuelle restant la seule accessible. Chez Vie Féminine, les animatrices sont aussi restées disponibles par téléphone pour les femmes. Mais les témoignages reçus peuvent renvoyer à un sentiment d'impuissance, face au risque de réactivation de violences que peut représenter l'appel lui-même s'il est intercepté. Dans un article paru dans le journal Le Soir le 31 mars, une travailleuse d'un refuge et répondante met en avant les ressources propres qu'ont les femmes : « notre objectif est de leur faire prendre conscience de ces ressources et d'élaborer, avec elles, au cas par cas, des stratégies pour se mettre en sécurité chez elles ».

En effet comment échapper au contrôle, à la violence, comment appeler à l'aide, confiné.e.s en famille 24h/24 ? Que les violences préexistent ou non au confinement, il est évident que la privation de libre circulation dans l'espace public, la promiscuité constante et forcée, les soucis de santé et d'argent accrus par la situation de crise augmentent contraintes, stress et frustrations : un contexte idéal d'émergence ou d'augmentation des tensions et des agressions.

Mesures prises ... et revendications en attente

La Conférence Interministérielle (CIM) Droits des Femmes a réuni les 12 ministres² qui la composent une première fois le 2 avril. Des mesures ont été prises rapidement pour renforcer les lignes d'écoute et de chat, ouvrir de nouvelles places d'hébergement d'urgence et maintenir les activités de plusieurs services spécialisés et initiatives des pouvoirs locaux pour augmenter les places d'accueil, comme la réquisition de chambres d'hôtels par exemple. Bien qu'avant même le confinement, des places d'accueil manquaient déjà : ainsi le centre de prévention des violences conjugales et intrafamiliales fait état d'une liste d'attente préalable de 20 familles³ !

Si les lignes d'écoute ont été prises d'assaut⁴, elles manquent de ressources pour être accessibles à toutes les femmes, celles par exemple qui ne parlent aucune langue nationale, sans compter la fracture numérique qui rend difficile d'accès tout ce qui est mis en place on line. L'accès aux lieux

¹ Chargée de projets pour Corps écrits

² Nawal Ben Hamou, Sophie Wilmès, Koen Geens, Maggie De Block, Nathalie Muylle, Christie Morreale, Pierre-Yves Jeholet, Bénédicte Linard, Antonios Antoniadis, Bart Somers, Zuhail Demir, Wouter Beke

³ Interview dans le cadre du JT du 11 avril

⁴ 30% d'appels supplémentaires ont été enregistrés dès la première semaine de confinement

d'accueil est rendu d'autant plus difficile par la situation de confinement elle-même : il faut oser sortir de chez soi, la crainte des conséquences pour les enfants, ou pour son statut pour les femmes sans papiers par exemple, sont autant de freins qui demandent un accompagnement. Sans compter le manque de protection contre la contamination, et des professionnel.le.s et des femmes hébergées. Or la coordination entre les services de première ligne, de soins, la police, la justice..., et leur réactivité ne sont toujours pas suffisantes, par manque de moyens humains, de formation et de sensibilisation.

Comme à plein d'autres niveaux, dont le secteur de la santé, la crise sanitaire met en lumière les manquements des pouvoirs publics dans la lutte contre les violences, que les associations pointent depuis longtemps⁵. Malgré la ratification de la convention d'Istanbul en 2016⁶, la Belgique manque toujours de données et d'une lecture genrée et intersectionnelle des violences (qui prenne notamment en compte la situation des femmes migrantes), d'un nombre suffisant et d'une bonne répartition de services compétents sur le territoire, d'une prise en charge généralisée tant au niveau de la prévention que de la protection du soutien et de la réparation.

L'ONU-Femmes a réalisé une large consultation des organisations de femmes et des programmes des différents pays, et a établi des recommandations attirant l'attention sur les multiples impacts discriminatoires dus à la pandémie et aux mesures de confinement. Concernant l'augmentation des violences⁷, l'organisation ne pointe pas seulement les risques additionnels de violence domestique pour lesquels elle enjoint les Etats à mettre en place des instructions claires et des procédures opérationnelles standardisées - ceci afin de prodiguer un soutien ciblé pour les femmes ainsi que des formations pour la justice et la police dans l'objectif cité plus haut d'une réactivité plus prompte et adéquate. Mais l'ONU dénonce aussi la contradiction entre les groupes de femmes engagées en première ligne pour faire face au Coronavirus et leur invisibilité dans les plans de réaction nationaux, alors qu'elles devraient voir leurs ressources augmentées pour mener les interventions dans le cadre de la pandémie et informer sur elles. L'organisation met également en avant les laissés.e.s pour compte : une occasion pour les Etats de réaliser l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, soit en priorité réduire la pauvreté, autonomiser les femmes et les filles et lutter contre les changements climatiques⁸. Elle préconise en outre des données statistiques genrées comme pré-requis à toute mesure, la pandémie n'y faisant pas exception. Enfin, les femmes entrepreneures et gestionnaires de micro-entreprises sont

⁵ <https://mirabalbelgium.org/2019/09/12/resume-du-rapport-alternatif-sur-la-mise-en-oeuvre-de-la-convention-distanbul-samenvatting-van-het-alternatieve-rapport-over-de-uitvoering-van-het-verdrag-van-istanbul/>

⁶ <https://www.corps-ecrits.be/download/dun-plan-interfrancophone-a-un-reel-plan-global-de-lutte-contre-les-violences/?wpdmdl=1160&refresh=5ec371c0e26fd1589866944>

⁷ <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>

⁸ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/development-agenda/>

confrontées à une rupture des liquidités et l'évaporation de la demande, due à la distanciation sociale : elles ont donc besoin de mesures pour les soutenir.

Dans leur texte de revendications, les travailleuses de Garance confirment la nécessité de veiller à ces différents enjeux, rappelant l'aspect structurel des violences qui « ne peuvent pas être comprises de façon isolée » : « elles ont un lien avec les autres types de violences de genre dans tous les espaces de la vie et de violences systémiques envers d'autres groupes marginalisés, comme les travailleurs-euses précaires, les personnes racisées, les personnes LGBTQIA+ et les personnes en situation de handicap⁹. Dans le contexte actuel, la perte, voire la suppression nette, de revenus (concernant notamment les aide-ménagères, les travailleuses dans la prostitution, les travailleuses du secteur informel, les artistes, etc.), la surcharge du travail domestique (nourrir, éduquer, divertir, ...), la situation des femmes avec ou sans enfant en statut de séjour précaire et la proportion importante de travailleuses dans les secteurs essentiels, ne demandent pas seulement des filets de sécurité mais des solutions structurelles et pérennes. »¹⁰

Qu'en est-il de la prévention des violences ?

Les activités de prévention sont bien évidemment à l'arrêt depuis deux mois. Rien n'est prévu pour poursuivre la prévention. L'asbl Garance a mis en ligne des pistes non seulement pour se protéger contre les agressions¹¹ mais aussi pour être solidaires¹², car les violences domestiques ne sont pas une affaire privée !

Elles rappellent à ce propos le continuum des violences à travers la banalisation des blagues sexistes qu'il est d'autant plus important aujourd'hui d'arrêter de laisser passer : « les blagues sur « comment faire en sorte que notre femme ne nous emmerde pas pendant le confinement », banalisent l'incitation à la violence, les blagues du genre « le gouvernement a réussi à faire ce que les femmes n'ont pas réussi : fermer les bars et les stades de foot », minimisent l'impact du sexisme sur la qualité de vie des femmes. Nous ne sommes pas rabat-joie et si nous devons l'être, nous l'assumons : les blagues sexistes ne sont pas drôles, elles banalisent la violence et maintiennent de manière invisible un système d'oppression en place. C'est grave. Particulièrement en temps de crise où nous avons besoin d'être solidaires les un-e-s avec les autres. »

⁹ https://www.rtbef.be/info/dossier/les-grenades/detail_coronavirus-les-femmes-handicapees-s-expriment-contre-leur-invisibilite?id=10466980

¹⁰ <http://garance.be/spip.php?article1325>

¹¹ <http://garance.be/spip.php?article1322>

¹² <http://garance.be/spip.php?article1323>

L'asbl dénonce par ailleurs les conditions de travail des associations qui oeuvrent à la prévention et/ou à l'accueil des victimes. En effet l'aide structurelle demeure limitée et la recherche continuelle de moyens de faire leur travail use les équipes.¹³

Et en rue ?

La presse¹⁴ fait état d'une recrudescence du harcèlement et du sentiment d'insécurité que ressentent les femmes dans l'espace public, ce qui les confine encore davantage. Sans compter les menaces sur le net de passer à l'acte une fois le confinement terminé. La culture du viol reste complètement banalisée. Moins de contrôle social vu la désertion de l'espace public ? Plutôt une manière de se rendre compte de qui s'approprie l'espace public et y prend le pouvoir ! La distanciation sociale ne les concerne pas, semble-t-il.

La page #Paieytonconfinement recense les témoignages¹⁵. A Bruxelles, Anysa Grammenoudis a partagé et invité à partager ses expériences sur un groupe Facebook public : Durf te vragen. Cela se passe sur le trajet des courses, à pied ou à vélo, dans la cage d'escalier, sur son balcon... les harceleurs trouvent toujours leur cible.

Réseaux sociaux et hashtags permettent actuellement de dire et de dénoncer... Certains médias relaient les témoignages. Ce qui renforce au moins la légitimité et la solidarité. Mais qui les lit et les entend ? Quelles mesures sont prises collectivement ? Là encore, la prévention manque de moyens.

Une campagne de sensibilisation à l'égard des hommes, auteurs largement majoritaires des violences envers les femmes et les enfants, ne serait pas du luxe pour les responsabiliser : un message clair concernant la manière de gérer leurs frustrations ?

La déconstruction de la masculinité hégémonique comme outil d'oppression demande de se retrousser les manches, mais pas sur le dos des femmes !

¹³ <http://garance.be/spip.php?article1325>

¹⁴ Voir entre autres l'article de Camille Wernaers pour la RTBF : https://www.rtb.be/info/dossier/les-grenades/detail_le-confinement-n-arrete-pas-le-harcelement-de-rue?id=10481284

¹⁵ <https://www.facebook.com/payetonconfinement/>